

**Groupe Mutuel  
(Site de Sion)**

**Nombre d'employés:** 650  
**Chiffre d'affaires:** 5,7 milliards (Suisse)  
**Rapport d'impact:** non

**Consommation**  
**Electricité:** 740 000 kWh, dont 212 500 kWh de solaire en toiture

**Mesures de réduction Budget pour l'environnement:** -  
**Energie:** luminaires LED automatique, extinction automatique de tout l'éclairage, abaissement automatique des stores, régulation du chauffage/refroidissement à distance, pompe à chaleur, construction Minergie  
**Autres:** plantations indigènes

**Aéroport**

**Nombre d'employés:** 22,4  
**Chiffre d'affaires:** 12,2 millions  
**Rapport d'impact:** non

**Consommation**  
**Electricité:** -

**Mesures de réduction Budget pour l'environnement:** -  
**Energie:** panneaux solaires sur deux halles

**CIMO  
(Entier du site chimique,  
Monthey)**

**Nombre d'employés:** 2000  
**Chiffre d'affaires:** -  
**Rapport d'impact:** non

**Consommation**  
**Electricité:** 169 GWh: 30% hydro, 25% gaz naturel, 20% Satom, 25% réseau + consommation de vapeur (79% gaz naturel)

**Mesures de réduction Budget pour l'environnement:** 90 millions pour terminal rail  
**Energie:** projet de liaison avec la Satom pour réduire de 30 à 50% la consommation de gaz naturel + nouveaux équipements techniques

**Syngenta**

**Nombre d'employés:** 28 000 (870 Monthey)  
**Chiffre d'affaires:** 13,4 milliards  
**Rapport d'impact:** non (Monthey)

**Consommation**  
**Electricité:** cf. CIMO

**Mesures de réduction Budget pour l'environnement:** 25 millions (maintenance + hygiène, sécurité, environnement et qualité)  
**Energie:** -

Il faut considérer les réponses de Syngenta et CIMO comme un ensemble

**BOAS**

**Nombre d'employés:** 800  
**Chiffre d'affaires:** non communiqué  
**Rapport d'impact:** non

**Consommation**  
**Electricité:** 5 millions de kWh (solaire et hydraulique) + 1,6 million de kWh (gaz naturel)

**Mesures de réduction Budget pour l'environnement:** 0

**Migros**

**Nombre d'employés:** 97 456 (1593 en Valais)  
**Chiffre d'affaires:** 28,437 milliards  
**Rapport d'impact:** monitoring de certains indicateurs

**Consommation**  
**Electricité:** 18,4 millions de kWh/a

**Mesures de réduction Budget pour l'environnement:** -  
**Energie:** isolation des bâtiments, frigos et éclairages économiques pour diminuer la consommation

# Quand écologie rime

**DURABLE 1/3**

A l'heure des grèves pour le climat, nous avons voulu savoir ce que font les grandes entreprises du canton en faveur de l'environnement. Premier épisode sur l'énergie.

TEXTES **MARIE.PARVEX**  
ET **PATRICK.FERRARI**  
@LENOUVELLISTE.CH



Lonza traite de tous les domaines d'impacts environnementaux avec beaucoup de précisions et de chiffres. A ce titre, elle est plutôt bien notée par les experts interrogés. KEYSTONE/OLIVIER MAIRE

Pour tout ce qui touche à l'environnement, on aime à rappeler le pouvoir du «consomm'acteur» et à enjoindre les individus à agir. Or, si l'on prend la consommation d'électricité à titre d'indicateur, les ménages suisses pèsent exactement le même poids que les industries et les entreprises de service additionnées. En prenant une décision en faveur de l'environnement, une société a un impact global et rapide sur le climat. C'est pour-

quoi nous nous sommes demandé ce que font les plus grandes entreprises valaisannes en faveur de l'environnement. Entre greenwashing et véritable engagement, plongée dans le monde du développement durable en entreprise. Notre premier épisode: la consommation énergétique.

**Les économies d'énergie riment avec moins de dépenses**

Presque toutes les entreprises mettent en avant leurs écono-

mies d'énergie, preuves à l'appui. C'est que l'écologie trouve plus facilement le cœur des dirigeants d'entreprise quand elle rime avec économies. Thierry Largey, de Pro Natura Valais, note ainsi au sujet de Télervier: «Cyniquement, je dirais que cette société ne s'intéresse à l'environnement que si cela lui permet de réduire ses coûts. L'environnement n'est pas qu'une question énergétique.» Denis Bochatay, expert à Lausanne pour la société internationale spéciali-

sée dans les écobilans Quantis, fait la même remarque au sujet de Lonza. «L'énergie est un coût important pour cette entreprise, on peut supposer qu'ils ont fait beaucoup de choses pour réduire sa consommation.» Le constat est aussi applicable à l'Etat du Valais. Les deux mesures concrètes prises par l'administration en faveur de l'environnement sont les standards énergétiques des bâtiments et l'objectif zéro mazout. «Le standard énergétique appliqué dans les

propriétés de l'Etat ainsi que dans les constructions subventionnées est plus élevé que le label Minergie», explique l'administration. Elle ajoute que «depuis 2009, la consommation de mazout a baissé de 60% au sein des bâtiments de l'Etat, l'objectif étant de ne plus en consommer d'ici à 2030». Migros s'investit aussi considérablement pour réduire sa facture énergétique. «En 2010 nous consommions 20,9 millions de kWh/a. Pendant ce

temps, nous sommes passés de 33 à 53 magasins et avons doublé nos linéaires frigorifiques. Malgré l'importante évolution de notre réseau de vente, nous avons réussi à baisser notre consommation énergétique de manière significative à 18,4 millions de kWh/a.» Les mesures prises par le Groupe Mutuel dans ce domaine sont aussi saluées par les experts qui estiment que l'assurance agit de façon «pertinente et efficace», sur son site le plus récent, celui de Sion.

**Lonza**

**Nombre d'employés:** 2700 (Viège)  
**Chiffre d'affaires:** 5,54 milliards (groupe)  
**Rapport d'impact:** -

**Consommation**

**Electricité:** 3,291,014 GJ non renouvelables, 561,637 GJ renouvelables et 1,145 GJ produits par des panneaux solaires sur site (monde)

**Mesures de réduction Budget**

**pour l'environnement:** 64,4 millions pour la santé, la sécurité et la durabilité (monde)

**Energie:** vapeur produite à partir de résidus et de déchets municipaux. Seuls 9% sont produits avec du gaz naturel (Viège)

**CarPostal**

**Nombre d'employés:** 4098 (310 en Valais)  
**Chiffre d'affaires:** 923 millions (Suisse)  
**Rapport d'impact:** -

**Consommation**

**Electricité:** 4,5 GWh

**Mesures de réduction Budget**

**pour l'environnement:** -  
**Energie:** -

**Etat du Valais**

**Nombre d'employés:** 3100  
**Chiffre d'affaires:** -  
**Rapport d'impact:** non

**Consommation**

**Electricité:** 14 GWh.

**Mesures de réduction Budget**

**pour l'environnement:** -  
**Energie:** standards énergétiques plus élevés que miniergie, diminution de 60% de la consommation de mazout, objectif: zéro mazout en 2030, test photovoltaïque sur un toit de l'Etat, mise en veille des ordinateurs

**CMA**

«Nous n'avons pas les moyens de vous répondre en ce moment.»

**Manor**

**Nombre d'employés:** 9750 (Suisse)  
**Chiffre d'affaires:** 2,64 milliards  
**Rapport d'impact:** non

**Consommation**

**Electricité:** -

**Mesures de réduction Budget**

**pour l'environnement:** -  
**Energie:** -

**Téléverbier**

**Nombre d'employés:** plus de 500 collaborateurs en pleine saison  
**Chiffre d'affaires:** 50 millions  
**Rapport d'impact:** oui

**Consommation**

**Electricité:** -

**Mesures de réduction Budget**

**pour l'environnement:** 0  
**Energie:** régulation des installations en fonction de l'affluence, équipement technique énergétiquement efficace, régulation des chauffages à distance, panneaux solaires sur plusieurs bâtiments, récupération de la chaleur des machines

# avec économies

## Les investissements sont plus difficiles à consentir

Quatre entreprises se sont en partie appuyées sur le fait qu'elles achètent de l'énergie hydraulique pour affirmer qu'elles privilégient le renouvelable. «La consommation annuelle d'électricité est d'environ 14 GWh», explique par exemple l'Etat du Valais. «La majorité des distributeurs (par ex. SEIC, ESR, Sierre-Energie) garantissent une électricité d'origine renouvelable: hydraulique, solaire et éolien.»

Mais Denis Bochatay critique cette vision des choses. «En Valais, l'énergie hydraulique est déjà là. S'approprier cette énergie déjà produite à la place de son voisin ne change rien pour la planète», dit-il. «Consommer du solaire, de l'éolien ou de la biomasse pour deux ou trois centimes de plus ou poser des panneaux sur les toits encourage réellement le développement de nouvelles énergies renouvelables», s'exclame-t-il.

L'Etat du Valais pose cette année des panneaux solaires sur l'un de ses toits, à titre de test. Cette annonce fait particulièrement réagir Denis Bochatay. «Tous les bâtiments de l'Etat devraient être recouverts de photovoltaïques, hormis des cas particuliers tels que la protection du patrimoine.» Il rappelle que des sociétés ou coopératives sont prêtes à investir à la place du propriétaire. «Les coûts ne peuvent donc pas être cités



**“S'approprier de l'énergie hydraulique déjà produite ne change rien pour la planète.”**

DENIS BOCHATAY  
QUANTIS



**“Il manque une vraie politique de l'Etat au sens d'un ensemble de mesures concrètes.”**

THIERRY LARGEY  
PRO NATURA VALAIS



**“Un rapport structure l'entreprise autour de sujets matériels et présente des indicateurs.”**

ALBAN BITZ  
SOFIES INTERNATIONAL

pour ne pas aller de l'avant», estime-t-il. Le canton répond que «depuis l'automne passé il existe un financement attractif permettant à l'Etat de consommer un maximum de la production venant de ses toits. Il n'y a pour l'instant qu'un projet pilote en cours car différents aspects juridiques doivent encore être réglés.»

## Les symptômes d'un engagement parfois peu structuré

Les réponses des entreprises sont évidemment disparates et difficilement comparables. Il est néanmoins possible d'évaluer leur démarche en se demandant, par exemple, si elles disposent d'une approche systémique, avec des mesures pertinentes dans tous

les domaines. Il s'avère que la plupart d'entre elles ne sont actives que dans certains secteurs.

Ce qui fait par exemple dire à Thierry Largey, au sujet de l'Etat du Valais actif dans la consommation énergétique des bâtiments, que «malgré les intentions, il manque une vraie politique de l'Etat au sens d'un ensemble de mesures concrètes et immédiates. Cette politique semble devoir se développer à des horizons 2030, 2035 et 2060. C'est loin, trop loin.» L'Etat se défend, estimant qu'il ne peut être comparé à une entreprise, «son rôle est de mettre sur pied des conditions cadres».

Une approche systémique se traduit souvent dans un rapport d'impact environnemen-

tal et permet de fournir des informations précises et chiffrées. «Un rapport structure l'entreprise autour des sujets matériels et présente les indicateurs pour l'amélioration de la performance», souligne Alban Bitz, directeur général adjoint de Sofies International, groupe spécialisé dans le conseil et la gestion de projets favorisant un développement économique durable. «Mais cela peut aussi être une opération de communication», avertit Denis Bochatay.

A la lumière de ces critères, Lonza qui traite de presque tous les domaines d'impact avec beaucoup de précisions et de chiffres, est bien notée par Alban Bitz. «Cela donne une bonne impression générale, les réponses sont claires et la

société est bien structurée sur la question.» Il souligne aussi la qualité de la réponse de Migros Valais en ce sens.

A l'extrême inverse, on trouve CMA qui a déclaré n'avoir pas les moyens de répondre aux questions. «Je n'ai pas ces informations sous la main, elles ne font pas l'objet d'un rapport annuel spécifique», explique l'une de ses porte-parole. Pour Alban Bitz, «le fait de ne pas avoir les données liées à l'environnement montre que cela ne semble pas faire partie de leur stratégie». Alors que Téléverbier nous a répondu très simplement en transmettant son rapport annuel qui contient plusieurs pages dédiées à l'environnement.

Plusieurs experts soulignent aussi que pour prendre des mesures intelligentes et efficaces, il faut que la gouvernance d'entreprise soit adaptée à ces questions. «Pour être efficace, il faut impliquer tous les employés d'une entreprise dans la démarche, en particulier sa direction. Il ne suffit pas d'avoir un responsable du développement durable assis dans un bureau», explique Denis Bochatay.

**VERS UN VALAIS DURABLE**  
TOUS LES ARTICLES  
DE NOTRE THÉMATIQUE SUR  
[DURABLE.LENOUVELLISTE.CH](http://DURABLE.LENOUVELLISTE.CH)

## La méthode

Nous avons sélectionné un échantillon de douze grandes entreprises actives dans les principaux secteurs économiques du canton. Nous leur avons posé à toutes les mêmes questions concernant leur consommation (électricité, eau, transport) et les mesures prises en faveur de l'environnement.

Nous avons soumis leurs réponses à cinq experts puis nous avons réinterrogé les sociétés qui faisaient l'objet de critiques. L'intégralité de leurs premières réponses est publiée dans notre sujet web.

Retrouvez  
les données complètes  
de ces entreprises sur:  
[www.lenouvelliste.ch](http://www.lenouvelliste.ch)

## Emissions polluantes ou pesticides: les tabous industriels

A chaque industrie son talon d'Achille. Syngenta et Lonza ont répondu de manière assez détaillée à nos questions mais gardent le silence sur certaines conséquences de leurs activités. Pour la première, l'impact le plus tabou est celui que provoque l'utilisation même de ses produits: pesticides, engrais, OGM, etc. «Syngenta est une entreprise pour laquelle les considérations environnementales ne se situent pas vraiment sur l'impact de ses sites

industriels mais plutôt en regard de ce qu'ils produisent», estime Alban Bitz, associé chez Sofies International. «En finalité, il est important de mettre en relation toute la chaîne de valeur d'une entreprise du berceau à la tombe.» Interrogée une seconde fois précisément sur cette question, Nathalie Vernaz, porte-parole de Syngenta Monthey, répond que l'entreprise investit 1,3 milliard par an, soit 10% de son chiffre d'affaires, dans la recherche et le

développement de produits plus respectueux de l'environnement. «Nous proposons de nouvelles solutions, tant dans les produits chimiques que dans les produits biologiques», note-t-elle. L'attitude de Lonza est différente. L'entreprise reconnaît spontanément que «la production de produits chimiques et de médicaments provoque des impacts environnementaux» et donne des chiffres sur ses émissions polluantes. Pour le site de

Viège, nous avons pu contrôler leur véracité pour la réduction de moitié d'émissions de composés organiques volatils (COV) entre 2018 et 2019 – réduction qui fait l'objet de taxes incitatives – ou encore la réduction de 60% des émissions de poussières fines depuis 2010. Lonza parle aussi spontanément de ses émissions de polluants dans l'eau: «Nous avons pu réduire nos émissions d'ingrédients actifs dans l'eau d'un facteur 30 depuis 2010.» Cela

se vérifie dans les analyses de l'eau du Rhône, mais ce que Lonza ne dit pas, c'est qu'il s'agit d'une exigence des autorités cantonales. L'entreprise préfère dire qu'«un groupe de travail a été créé avec le Service de l'environnement de l'Etat du Valais et un objectif consensuel a été défini». En parlant d'impact environnemental, elle tait les graves pollutions au mercure, au dioxane ou encore au benzidine qu'elle a provoquées au cours de son histoire.